

L'Ere des Grandes Puissances.

La première Olympiade qui se tient en Chine et dont l'hôte sort largement en tête devait symboliquement ouvrir une nouvelle ère, où l'Empire du Milieu s'affirmerait progressivement comme la future première puissance mondiale. Pourtant, l'impression qui se dégage de cette période est sensiblement différente : nous ne vivons ni l'aube d'un siècle chinois ou américain ni les balbutiements d'une autre grande puissance hégémonique. L'ère qui s'ouvre est celle du retour des Grandes Puissances, et de leurs rivalités comme moteur premier des relations internationales. La crise russo-géorgienne, entraînant une montée des tensions entre les Etats-Unis et la Russie, semble être la première d'une longue série de frictions dans un monde où une puissance ne sera plus capable d'ordonner seule les relations internationales.

Pour l'instant, il serait bien présomptueux de désigner à l'avance le ou les vainqueurs clairs de ces confrontations à venir, et ce, malgré toutes les affirmations qui ont pu être faites depuis la fin de la Guerre froide.

La Chine, hâtivement propulsée au rang de nouvelle superpuissance dès que sont apparus les premiers signes de faiblesse de Washington, va devoir faire face à des défis considérables dans les années à venir. Le premier consiste à assimiler les nouveaux entrants sur son marché du travail, qui exigent une croissance annuelle de 7%. Par ailleurs, des problèmes plus politiques et stratégiques peuvent s'opposer à une montée en puissance de Beijing. La question taïwanaise demeure particulièrement brûlante pour le nationalisme chinois, à l'heure où l'île indépendante de fait reste sous la protection militaire de Washington. Par ailleurs, la population ouïghoure du Xinjiang, une région de l'Ouest de la Chine riche en hydrocarbures, semble décidée à s'opposer au pouvoir central, ce qui ne peut être qu'une source de tension pour l'avenir.

L'ascension de l'Inde n'est pas plus évidente puisque New Delhi est en proie à d'importantes tensions sociales, économiques et religieuses. Tant qu'elle n'aura pas réglé son différend avec Islamabad sur le Cachemire, elle ne pourra être guère davantage qu'une puissance régionale. Par ailleurs, le pays demeure rongé par ses besoins en pétrole. Le marché du gaz y est encore peu développé, mais le sera forcément dans les deux prochaines décennies. Or les pipelines pouvant aider à satisfaire ces besoins, qui viendraient d'Iran et du Turkménistan, se heurtent

jusqu'à présent à des problèmes politiques insurmontables : les tensions avec le voisin pakistanais pour les deux pipelines, auxquelles s'ajoutent l'opposition américaine pour celui venant d'Iran, et l'instabilité afghane pour celui venant du Turkménistan.

Le déclin annoncé des Etats-Unis avec le fiasco irakien et la crise des *sub-primes* ne va pas davantage aboutir à un déclassement subit de la première puissance mondiale. Certes, les Américains se sont fortement décrédibilisés avec la guerre en Irak. Ils ont perdu leur légitimité morale de grande puissance démocratique avec Guantanamo et Abou Ghraïb. Comme l'a prouvé le prix Nobel d'économie Joseph E. Stiglitz, la guerre en Irak a été financée avec de l'argent largement emprunté, et son coût devrait s'élever au moins à trois mille milliards de dollars. Toutefois, l'insurrection anti-américaine en Irak s'essouffle, rendant réaliste un retrait honorable, pour mieux gérer l'inquiétant problème néo-taliban. Surtout, aucune autre nation n'a pris la tête du monde occidental ; face à la Russie et à la Chine, les Etats européens se placent fermement dans le camp des Etats-Unis sur les questions de sécurité.

Enfin, la crise russo-géorgienne prouve définitivement à qui ne l'avait pas encore compris que la Russie n'accepte plus d'être traitée comme la grande puissance déchue. Moscou a bien fait comprendre qu'il était impossible à toute autre grande puissance de chercher à s'imposer à ses portes sans s'exposer à une réaction ferme. Jusqu'à ce mois d'août 2008, le Kremlin a en effet assisté à une avancée progressive des forces pro-occidentales autour du territoire russe, qui a nourri un sentiment d'encerclement : pendant les années 1990, l'OTAN s'est étendu à l'Est, contrairement aux promesses de Washington. Les critiques américaines sur la situation tchétchène, et la protection occidentale donnée aux Albanais du Kosovo contre l'allié serbe de Moscou, ont achevé de prouver à la Russie qu'elle était traitée non pas en égale, mais en vaincue de la Guerre froide. Ce sentiment d'encerclement s'est renforcé avec les Révolutions colorées en Géorgie (2003), en Ukraine (2004) et au Kirghizstan (2005), considérées comme autant de machinations occidentales. Face à une telle situation, Vladimir Poutine a fait le choix de la contre-offensive. Sur le plan diplomatique, la Russie s'est redéployée et a réaffirmé son hégémonie sur l'« étranger proche », comme en attestent ses relations avec la Géorgie, l'Ukraine et le Turkménistan. Sur le plan militaire, si elle a diminué de 1000 le nombre de ses têtes nucléaires opérationnelles au cours de l'année qui vient de s'écouler, elle s'est engagée dans la modernisation de son arsenal. Pour l'année 2008, elle envisage 11 essais de missiles intercontinentaux et prévoit la mise en service opérationnel du premier né d'une



nouvelle classe de sous-marins nucléaires : le *Yuri Dolgoruki*. Autre symbole : la flotte russe s'est aventurée jusqu'en Méditerranée et dans l'océan Atlantique Nord pour la première fois depuis 15 ans en 2007. Alors que Dmitri Medvedev était président du conseil d'administration de Gazprom, l'arme énergétique a joué un rôle décisif dans cette stratégie. Il suffit de rappeler que la Russie dispose des premières réserves mondiales de gaz naturel et des septièmes réserves de pétrole pour mesurer son importance, dans un contexte où les Etats-Unis, l'Inde et la Chine entendent diversifier leurs approvisionnements et sont demandeuses des hydrocarbures russes.

Entre Jeux olympiques chinois et action militaire russe, l'été 2008 restera certainement dans les livres d'Histoire comme le moment de prise de conscience qu'une ère nouvelle s'inaugure: celle de la fin de l'unipolarité, et de la naissance, difficile, désordonnée, et lourde de risques, d'un monde qui se voudrait plus multipolaire. Reste la question étonnamment absente de ce bref tableau des grandes puissances à venir : quelle place pour l'Union européenne ?

L'Equipe Euro-Power / Europe puissance